

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative Place Bonet CS 40020
61000 Alencon

Alencon, le 27/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ECLOR BOISSONS

20 rue Rouget de Lisle
92130 Issy-Les-Moulineaux

Références : 61 / 2024 -179
Code AIOT : 0005302766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2024 dans l'établissement ECLOR BOISSONS implanté 2 Route de l'Aiguillon LA ROUGE 61260 Val-au-Perche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour objectif de contrôler la réalisation des prescriptions des arrêtés de mise en demeure du 11 janvier 2022 et du 15 décembre 2022 portant sur la prévention du risque incendie et du risque de pollution.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECLOR BOISSONS
- 2 Route de l'Aiguillon LA ROUGE 61260 Val-au-Perche
- Code AIOT : 0005302766
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ECLOR Boissons, située à Val au Perche, est spécialisée dans la fabrication de boissons, notamment de cidres et jus de fruits. ECLOR est la branche « boisson » du groupe AGRIAL. Suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées, les installations relèvent désormais du régime de l'enregistrement. Les activités sont encadrées par un arrêté préfectoral du 29 juin 1998, complété les 22 juin 2005, 24 novembre 2008, 8 janvier 2010, 9 septembre 2011, 7 juin 2013 et 13 octobre 2014, ainsi que par les arrêtés ministériels de prescriptions générales concernés. Le site a été étendu en 2022 avec la création d'un bâtiment de stockage de carton et un bâtiment de stockage de produits finis. Cette extension a permis une augmentation de la capacité de stockage de matières premières et produits finis, et une augmentation de la capacité d'embouteillage. Les moyens d'extinction incendie et de confinement des eaux ont dû être augmentés.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Point n°1	AP de Mise en Demeure du 11/01/2022, article 1	Sans objet
2	Point n°2	AP de Mise en Demeure du 11/01/2022, article 2	Sans objet
3	Point n°3	AP de Mise en Demeure du 11/01/2022, article 3	Sans objet
4	Point n°4	AP de Mise en Demeure du 15/12/2022, article 1	Sans objet
5	Point n°5	AP de Mise en Demeure du 15/12/2022, article 2	Sans objet
6	Point n°6	Arrêté Préfectoral du 15/12/2022, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Tous les points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/01/2022 étant satisfaits, celui-ci peut être considéré comme levé.

Tous les points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/12/2022 étant satisfaits, celui-ci peut être considéré comme levé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point n°1

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, plan des réseaux
Prescription contrôlée : La société ECLOR BOISSONS située route de l'Aiguillon à la-Rouge - commune de Val-au-Perche est mise en demeure de respecter, au plus tard sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 1998 en actualisant et en complétant

son plan des réseaux d'alimentation et d'évacuation des eaux.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection son plan des réseaux d'alimentation et d'évacuation des eaux actualisé. L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/01/2022 est satisfait.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Point n°2

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/01/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents Et des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : La société ECLOR BOISSONS située route de l'Aiguillon à la-Rouge - commune de Val-au-Perche est mise en demeure de respecter, au plus tard sous neuf mois à compter de la notification du présent arrêté, l'article 14.4 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 1998 en installant une membrane étanche au fond de son bassin de rétention des eaux pluviales.
Constats : Il a été constaté lors de l'inspection la présence d'une membrane étanche au fond du bassin de rétention des eaux pluviales de l'installation. L'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/01/2022 est satisfait.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Point n°3

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/01/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents Et des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : La société ECLOR BOISSONS située route de l'Aiguillon à la-Rouge - commune de Val-au-Perche est mise en demeure de respecter l'article 14.6 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 1998 en mettant en place un dispositif robuste et pérenne de transfert des eaux industrielles entre le bassin tampon et le bassin d'aération en entrée de la station de traitement des eaux, au plus tard sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, ainsi qu'en installant une membrane étanche au fond du bassin en aval de la station de traitement, au plus tard sous neuf mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Il a été constaté qu'un tuyau en PVC servant au transfert des eaux industrielles entre le bassin tampon et le bassin d'aération a été installé ainsi qu'une membrane étanche au fond du bassin en aval de la station de traitement.

<p>Il a été constaté lors de l'inspection la présence d'une membrane étanche au fond du bassin de rétention des eaux pluviales de l'installation.</p> <p>L'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/01/2022 est satisfait. Tous les points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/01/2022 étant satisfaits, celui-ci peut être considéré comme levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Point n°4

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/12/2022, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc... soient largement dégagés. Les marchandises entreposées en masse (sacs, palettes, etc.) forment des blocs limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - surface maximale des blocs au sol : 250 à 1 000 mètres carrés suivant la nature des marchandises entreposées, - hauteur maximale de stockage : 8 mètres - espaces entre blocs et parois et entre blocs et éléments de la structure : 0.80 mètres, - espaces entre deux blocs : 1 mètre, - chaque ensemble de quatre blocs est séparé d'autres blocs par des allées de 2 mètres, - un espace minimal de 0.90 mètre est maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs, cette distance est à adapter en cas d'installation d'extinction automatique d'incendie. <p>Toutefois, dans le cas d'un stockage par paletier, ces conditions ne sont pas applicables si l'entrepôt est d'une installation d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Délai : dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant s'assure et justifie du respect des conditions de stockages des matières combustibles</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté lors de l'inspection le respect des prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/12/2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Point n°5

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/12/2022, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, protection contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ressources en eau L'établissement disposera en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer</p>

l'alimentation du réseau d'eau incendie, au débit minimal de 100 m³/h pendant 2 heures sous une pression de 3 bars.

Dans le cas d'une ressource en eau-incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assurera de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Le réseau d'eau sera maillé et sectionnable, il sera protégé contre le gel et comportera des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée.

L'établissement disposera d'au moins deux groupes de pompage et de deux sources d'énergie distinctes pour l'alimentation en eau du réseau d'incendie.

Délai : à compter de la notification du présent arrêté :

dans un délai de 3 mois, l'exploitant complète la ressource en eau par la mise en place d'une réserve d'eau, dont le volume minimal sera déterminé avec le SDIS, installée dans la partie nord-ouest du site et accessible en toute circonstance. Les justificatifs, attestant de la conformité de cette réserve au règlement opérationnel départemental du SDIS 61 en vigueur, sont transmis à l'inspection des installations classées.

Constats :

Il a été constaté lors de l'inspection la présence :

- d'une réserve souple de 180 m³ d'eau
- d'une citerne métallique de 500 m³ d'eau
- d'une citerne métallique de 960 m³ d'eau

Les PV de réception de ces réserves d'eau d'extinction incendie ont été transmis à l'inspection.

S'agissant de la partie historique du site :

L'exploitant a transmis à l'inspection des ICPE les calculs de dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (D9) et de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (D9A) .

Ceux-ci concluent :

"Dans la configuration actuelle, les résultats de l'analyse menée sur la base des instructions techniques D9 et D9A sont les suivants :

- Débit requis pour l'extinction d'un incendie majeur : 1 290 m³/h = 2 580 m³ sur 2h
- Capacité de rétention à prévoir : 3 030 m³"

S'agissant de l'extension de 2022 :

L'exploitant a transmis à l'inspection des ICPE les calculs de dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (D9) et de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (D9A) issus du porter à connaissance de 2021 portant sur cette extension .

Débit requis pour l'extinction d'un incendie majeur : 90 m³/h = 180 m³ sur 2h

Capacité de rétention à prévoir : 800 m³"

Le réserve d'eau de 960 m³ est utilisée pour la zone historique.

La bache souple de 180 m³ et la cuve de 500 m³ sont utilisées pour l'extension de 2022.

Le volume total d'eau d'extinction de 1640 m³ présent sur le site a été validé par le SDIS lors d'un échange par mail entre la DREAL et ce dernier le 30 mai 2023.

Par conséquent, l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/12/2022 est satisfait.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Point n°6

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2022, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

Délai : dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant réalise une étude technico-économique, accompagnée d'un plan d'actions, visant à déterminer le volume de confinement minimal nécessaire en cas d'incendie et les solutions techniques proposées pour l'atteindre.

Constats :

Il a été constaté la présence d'un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie d'un volume total de 1452 m³ utilisé pour la partie historique du site et un bassin d'eau de pluie coté step d'un volume total de 1030 m³ utilisé pour l'extension de 2022.

S'agissant de la partie historique du site:

L'exploitant a transmis à l'inspection des ICPE les calculs de dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (D9) et de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (D9A) .

Ceux-ci concluent :

"Dans la configuration actuelle, les résultats de l'analyse menée sur la base des instructions techniques D9 et D9A sont les suivants :

- Débit requis pour l'extinction d'un incendie majeur : 1 290 m³/h = 2 580 m³ sur 2h
- Capacité de rétention à prévoir : 3 030 m³"

Capacité d'extinction actuelle de la partie historique du site : 960 m³ (validée par le SDIS)

Volume d'eau pluviale à confiner : 3030 - 2580 = 450 m³

Par conséquent, le volume de confinement doit être supérieur ou égal à :

960+450 =1410 m³

Le bassin de 1452 m3 est utilisé pour la zone historique. Ce volume est inférieur au volume défini selon le calcul du D9A, toutefois il est adapté au volume des eaux d'extinction incendie qui seraient à confiner au regard des besoins en eau mis en place conformément à l'avis du SDIS (volume de 960 m3 versus volume de 2580 m3 sur 2 h selon le calcul D9).

S'agissant de l'extension de 2022:

L'exploitant a transmis à l'inspection des ICPE les calculs de dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (D9) et de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (D9A) issus du porter à connaissance de 2021 portant sur cette extension .

Débit requis pour l'extinction d'un incendie majeur : $90 \text{ m}^3/\text{h} = 180 \text{ m}^3 \text{ sur } 2\text{h}$

Capacité de rétention à prévoir : 800 m3.

Conclusion:

Le bassin de 1452 m3 a un volume suffisant pour confiner les eaux provenant de la partie historique du site.

Le bassin de 1030 m3 est utilisé pour l'extension. Cette capacité est conforme au calcul du D9A. qui requiert 800 m3.

L'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/12/2022 est satisfait .

Tous les points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/12/2022 étant satisfaits, celui-ci peut être considéré comme levé.

Type de suites proposées : Sans suite